REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL **EN DATE DU 23 JUIN 2022 A 20 HEURES**

Président de la séance : M. Frédéric LAFITTE, Maire en exercice.

Présents : LAFITTE Frédéric, GARDESSE Corinne, SOURROUILLE Christophe, CASTAGNET Céline, DUVIGNAU Thierry, DAGUERRE Chantal, BUSTON Serge, BUICHE Stéphane, JUZAN Marc.

Procuration : LABIDALLE Martine a donné procuration à GARDESSE Corinne, DUVIGNAU Carole a donné procuration à LAFITTE Frédéric, CUZACQ Karine a donné procuration à BUSTON Serge, BACHÉ Magali a donné procuration à SOURROUILLE Christophe.

Excusé : DAVERAT Xavier

Absent : LACOUTURE Jean-Luc

Secrétaire de séance : LABIDALLE Martine

M. le Maire demande au Conseil Municipal s'il accepte de rajouter un point à l'ordre du jour du Conseil Municipal de ce jour dont il vient de donner lecture.

Il s'agit du renouvellement du contrat en cours aux services techniques. Le Conseil Municipal donne son accord pour rajouter ce point à l'ordre du jour.

1. Renouvellement du contrat en cours aux services techniques

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que lors de sa séance du 31 mars 2022, le Conseil Municipal avait décidé la création d'un emploi non permanent pour accroissement temporaire d'activité.

Ce contrat de 16h00 était d'une durée de 3 mois renouvelable pour une durée maximum de 12 mois sur une période de 18 mois.

M. le Maire ajoute que le co-contractant, M. Didier Tisserand donne satisfaction et s'est bien intégré à l'ensemble de l'équipe.

M. le Maire propose de reconduire le contrat pour une durée de 2 mois (juillet et août), l'agent n'étant pas disponible en septembre.

Le Conseil Municipal donne son accord pour la reconduction du contrat sur la période précitée.

2. Lotissement de Cès : résiliation du prêt

Monsieur le Maire que lors de sa séance du 13 avril 2022, le Conseil Municipal avait décidé d'autoriser le remboursement anticipé du prêt 98717213 sur le budget du lotissement de Ces au 2 juin 2022. Or, il faut deux mois entre la délibération et la date de remboursement effective.

Monsieur le Maire sollicite donc le Conseil Municipal afin d'autoriser le remboursement anticipé au 02 septembre 2022 au lieu du 02 juin 2022.

M. le Maire s'est rapproché de la banque afin de recevoir une nouvelle offre de remboursement anticipée. Il présente cette offre au Conseil Municipal.

Pour le prêt 9817213, dans le cas d'un remboursement anticipé au 2 septembre 2022 :

- Montant initial 730 000 €

- Taux 0,85%
- Durée résiduelle 5 ans.
- Remboursement anticipé au 2 septembre 2022 :
- montant du capital restant dû (a) : 372 722,35 euros
- montant de l'indemnité de remboursement anticipé (b) : 231,60 euros
- total à refinancer (a+b) de 372 953,95 € euros.
- Paiement des intérêts courus non échus (ICNE) entre le 02/11/2021 et le 02/09/2022 = 2 640,12 €.

Dans l'hypothèse du remboursement anticipé du prêt, le montant global à rembourser au 2 septembre 2022 serait donc de :

Capital restant dû	372 722,35 €
Indemnité de remboursement anticipé	231,60 €
Intérêts courus non échus entre le 02/11/2021 et le 02/06/2022	2 640,12 €
Total à rembourser au 02/09/2022	375 594,07 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, DECIDE :

- d'autoriser le remboursement anticipé du prêt 9817213 contracté auprès de la Caisse d'Epargne,
- d'autoriser M. le Maire à signer toutes les pièces se rapportant à ce dossier,
- dit que la somme de **372 722,35 €** correspondant au capital restant dû sera inscrite au compte 1641,
- dit que la somme de **2 871,72 €** correspondant aux indemnités de remboursement anticipés et aux intérêts courus non échus est inscrite au compte 66111.

Délibération approuvée à l'unanimité.

3. Refonte des règles de publicité des actes pris par les collectivités

Le Conseil Municipal d'Aurice,

Vu l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales, dans sa rédaction en vigueur au 1er juillet 2022,

Vu l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,

Vu le décret n° 2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,

Sur rapport de Monsieur le Maire,

Le Maire rappelle au Conseil Municipal que les actes pris par les communes (délibérations, décisions et arrêtés) entrent en vigueur dès qu'ils sont publiés pour les actes réglementaires et notifiés aux personnes intéressées pour les actes individuels et, le cas échéant, après transmission au contrôle de légalité.

A compter du 1er juillet 2022, par principe, pour toutes les collectivités, la publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel sera assurée sous forme électronique, sur leur site Internet.

Les communes de moins de 3 500 habitants bénéficient cependant d'une dérogation. Pour ce faire, elles peuvent choisir, par délibération, les modalités de publicité des actes de la commune :

- soit par affichage ;
- soit par publication sur papier ;

- soit par publication sous forme électronique.

Ce choix pourra être modifié ultérieurement, par une nouvelle délibération du conseil municipal. A défaut de délibération sur ce point au 1er juillet 2022, la publicité des actes se fera exclusivement par voie électronique dès cette date.

Considérant la nécessité de maintenir une continuité dans les modalités de publicité des actes de la commune d'Aurice afin d'une part, de faciliter l'accès à l'information de tous les administrés et d'autre part, de se donner le temps d'une réflexion globale sur l'accès dématérialisé à ces actes,

le Maire propose au Conseil Municipal de choisir la modalité suivante de publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel (à choisir) :

Publicité par affichage (dans le hall d'entrée de la Mairie) ;

Ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire,
Après en avoir délibéré à main levée, **le Conseil Municipal**

DECIDE :

D'ADOPTER la proposition du maire qui sera appliquée à compter du 1er juillet 2022.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents

4. PLUi : priorisation des zones AU

M. le Maire explique que lors de sa réunion du 24 mai 2022, la Commission Aménagement de l'espace a validé le cadre prévisionnel de répartition par commune des consommations d'ENAF (espaces naturels agricoles et forestiers).

Comme indiqué dans la note explicative transmise avec le compte-rendu de la réunion, CREHAM a établi des cartes de propositions ou conseils d'évolutions du projet de zonage, allant dans le sens de l'objectif de réduction des incidences de l'urbanisation future en termes de consommations d'espaces, ainsi que localement de réduction des possibles incidences sur les paysages urbains ou ruraux (cf. partie 2 de la note : "Traductions sectorisées et conseils de prise en compte de l'objectif de réduction des consommations d'ENAF")

Ces cartes sont formalisées à partir de la version 2 du projet de zonage et contextualisées selon les intentions ou situations particulières précédemment indiquées par chaque commune.

A partir de ces éléments, chaque Commune doit préciser ses choix pour permettre l'avancement du zonage du futur PLUi (zones d'urbanisation future et autres zonages)

Monsieur le Maire présente une carte du centre bourg d'Aurice et demande au Conseil Municipal de lui donner le fruit de sa réflexion.

Après concertation le Conseil Municipal décide de prioriser les zones zone AU du Centre Bourg comme indiqué ci-dessous :

- 1- zone située derrière l'école
- 2- zone située au lieu-dit Laouzet

Monsieur Serge Buston évoque la situation de la parcelle A 861 située en centre bourg, classée en zone AU et qui jouxte sa propriété.

5. Téléphonie mobile : DIM déposé par Free

M. le Maire explique à l'assemblée que dans les prochaines semaines, une antenne de téléphonie mobile sera implantée au nord de la commune. L'opérateur FREE s'y installera.

Un dossier d'information ainsi qu'un registre sur lequel ils peuvent consigner leurs observations sont à la disposition des administrés en mairie pour une durée de 3 semaines. Les administrés ont été informés par le biais du site Internet, du compte Facebook de la Commune et de l'application PanneauPocket.

M le Maire ajoute que le dossier d'information est succinct.

M. Sourrouille demande si M. et Mme Bou, riverains, ont connaissance du dossier. M. le Maire répond que « oui » car le raccordement de l'antenne va se faire depuis chez eux.

6. Inauguration de l'extension de la salle des sports : organisation

M. le Maire explique que suite à l'envoi des invitations par courrier, il y a eu peu de retour.

Il liste le matériel réservé auprès d'Adour Réception.

Il explique que l'ACCA prêtera sa chambre froide pour stocker les produits frais.

En cas de mauvais temps, le repli se fera dans la salle des sports.

M. le Maire ajoute qu'une réunion avec l'architecte est prévue le mardi 28 juin prochain avec les entreprises suivantes : La Nouvelle Miroiterie Landaise, Dupin et Fils et Sarrat pour la levée des réserves.

7. Questions diverses

M. Marc Juzan demande si une réunion pour la préparation du journal municipal aura lieu prochainement. Cette question sera posée à Mme Labidalle en charge de ce dossier, absente ce jour.

M. Marc Juzan évoque la réunion de la commission location de salle communale qui s'est tenue avant la précédente réunion du Conseil Municipal.

M. le Maire explique qu'il convient d'évoquer en premier lieu ce sujet avec les services avant de faire un retour au Conseil Municipal.

M. Marc Juzan indique que la troupe musicale « le Rouge et le Noir » souhaite faire une proposition de spectacle à Aurice. M. le Maire suggère de demander au groupe d'envoyer un flyer avec sa proposition.

M. Buston évoque la situation d'un administré qui s'alimenterait sur un compteur électrique de chantier ce qui provoquerait des nuisances chez sa voisine.

M. le Maire indique qu'il s'agit d'une affaire privée dans laquelle que la commune n'a pas à intervenir. Toutefois, Monsieur le Maire évaluera la situation sur place afin de s'en rendre mieux compte et interviendra auprès du propriétaire concerné si cela lui semble nécessaire pour la sécurité des autres usagers.

La marche de l'extension de la salle polyvalente est jugée dangereuse en raison d'un manque d'éclairage. M. le Maire a demandé aux services techniques de faire un test pour enclencher l'éclairage public en marché forcé le jour des lotos. Si cela n'est pas techniquement possible, le Sydec sera contacté. Une bande podotactile sera également installée.

Les locataires qui viennent de quitter le bistrot sont propriétaires du fonds de commerce. Ils ne payent plus les loyers depuis mi-avril. A ce jour, Monsieur le Maire n'a connaissance d'aucun repreneur.

Mme Daguerre indique que l'entrée de la salle des mariages a posé problème à des administrés au moment des élections, la salle des mariages tenant lieu de bureau de vote. En effet, plusieurs personnes ont failli chuter. M. le Maire indique que cette question sera étudiée ultérieurement.

M. Marc Juzan demande si une attention est prévue pour la naissance de Jeanne Gude, fille de Nicolas Gude et Carole Duvignau, conseillère municipale. Mme Corinne Gardesse répond qu'elle a demandé à Carole de lui donner des idées.

M. Marc Juzan évoque un souci d'écoulement des eaux pluviales au lotissement de Ces. M. le Maire répond que le problème est résolu. Une pièce installée au moment de l'installation du réseau entravait l'écoulement. Cet élément a été retiré et le problème semble résolu.

M. serge Buston demande s'il est possible d'acheter des verres éco cup pour les diverses manifestations ayant lieu sur la commune.

M. Marc Juzan répond que le Sictom du Marsan en prête gratuitement aux communes qui en font la demande.

La séance est levée à 21h30.